

ADMINISTRATION

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES ET ÉTABLISSEMENTS SOUS TUTELLE

Décision du 2 décembre 2008 portant délégation de signature au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante

NOR : SJSX0831538S

La directrice par intérim du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante,

Vu l'article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 sur le financement de la sécurité sociale en 2001 ;

Vu l'article 8 du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 portant application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté en date du 2 décembre 2008 du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, portant nomination de Mme Farnoux (Laure) comme directrice par intérim du FIVA ;

Vu la décision du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante en date du 10 juillet 2003 relative au règlement intérieur de l'établissement et, en particulier, son article 33 concernant la délégation de signature du directeur ;

Vu l'approbation de la décision précitée par le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 17 juillet 2003 et par le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité en date du 15 juillet 2003,

Décide :

Article 1^{er}

Exécution budgétaire

M. Simonetti (Nicolas), responsable budget et administration du FIVA, reçoit délégation pour signer tous les documents qui s'avèrent nécessaires dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'établissement, dès lors que ces décisions portent sur des sommes égales ou inférieures à 10 000 euros et à l'exception des décisions de principe et documents à destination des organes de tutelle et/ou de contrôle qui relèvent de la compétence de la directrice par intérim.

Article 2

Gestion des achats

Il reçoit également délégation pour signer les lettres à destination des fournisseurs ainsi que les décisions relatives aux achats dans la limite de 10 000 euros par bon de commande, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une autorisation de dépense budgétée et validée par le contrôleur financier et à l'exclusion des lettres et décisions de principe qui relèvent de la compétence de la directrice par intérim.

Article 3

Absences

En cas d'absence simultanée de la directrice par intérim et du responsable des ressources humaines, M. Simonetti (Nicolas) reçoit délégation pour signer l'ensemble des actes relatifs à la gestion interne de l'établissement, qu'il s'agisse de l'exécution budgétaire ou des relations avec les fournisseurs ou enfin de la gestion des achats.

Article 4

Prise d'effet

La présente décision prend effet à compter du 2 décembre 2008.

Article 5

Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la santé.

Fait à Bagnolet, le 2 décembre 2008.

La directrice par intérim,
L. FARNOUX